



Les paysans haïtiens veulent en finir avec le néolibéralisme

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 15 septembre 2010

[Grain](#) 15 septembre 2010

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#),
[Transnationales](#)

Les organisations paysannes sont en colère contre les autorités haïtiennes pour avoir permis aux multinationales et aux grandes sociétés de profiter de la reconstruction post-séisme pour augmenter encore la dépendance du pays vis-à-vis du monde extérieur. Ils réclament à la place un programme radical de reconstruction agricole, destiné à remettre sur pied une paysannerie ravagée. Cette reconstruction serait fondée sur la souveraineté alimentaire.

Le 4 juin 2010, environ 10 000 paysans haïtiens ont marché de Papaye à Hinche dans le Plateau Central de l'île. Ils ont brûlé plusieurs sacs de semences de maïs hybride qui faisaient partie du lot offert par Monsanto au programme de reconstruction post-séisme (cf. Encadré n°1, page 22). Durant la manifestation, les paysans scandaient des slogans comme « Longue vie au maïs local ! » et « Les OGM et semences hybrides de Monsanto violent l'agriculture paysanne ! ».

Dans son entretien avec GRAIN, Chavannes Jean-Baptiste, leader paysan haïtien, coordinateur du Mouvement Paysan Papaye (MPP ou Mouvman Peyizan Papay) qui avait aidé à organiser la manifestation, a expliqué que Monsanto profitait du programme d'assistance pour rendre les paysans dépendants de ses semences et détruire l'agriculture paysanne. Il fallait, a-t-il déclaré, faire entendre un "non" très clair (cf. entretien, page 24). Des actions de solidarité similaires ont été menées à Montréal au Canada et à Seattle, aux États-Unis.

La position de Chavannes Jean-Baptiste correspond à celle qui a été adoptée par 15 associations paysannes, dont une organisation de jeunes et un groupe de femmes, qui, avec le soutien de l'ONG haïtienne PAPDA (Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif) ont publié une violente critique de la réponse d'urgence du gouvernement haïtien après le tremblement de terre.^{[1](#)}

Suite au terrible séisme de janvier 2010, qui a fait environ 230 000 morts et obligé un demi-million de personnes à quitter Port-au-Prince pour retourner dans les campagnes, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (le MARNDR) a annoncé un Programme Spécial d'Urgence et d'Appui à la Production Alimentaire à hauteur de 687 millions de dollars US. Ses principaux objectifs sont « de promouvoir la réintégration sociale des personnes ayant migré des villes en zone rurale », « d'augmenter leurs opportunités d'emploi », « d'augmenter leur capacité de génération de revenus par des activités à haute intensité de main d'œuvre, pour leur permettre d'acheter immédiatement la nourriture dont ils ont besoin à court terme » et « d'établir la sécurité alimentaire de façon permanente ».

Il n'y a pas grand chose à redire à ces objectifs en tant que tels. Là où les auteurs du document de la PADPA ne sont plus d'accord avec le gouvernement, c'est dans la stratégie à mettre en oeuvre pour parvenir à ces objectifs. Selon eux, le gouvernement est incapable de prendre une première mesure essentielle, qui serait de remettre en cause les politiques néolibérales qui ont détruit l'agriculture paysanne en premier lieu. Si ne rompt pas avec le néolibéralisme, affirment-ils, le gouvernement ne pourra jamais rétablir les moyens de subsistance des petits producteurs.

Jusque dans les années 1980, les Haïtiens faisaient pousser suffisamment de riz, de haricots, de maïs, de patates douces et de manioc pour satisfaire à leurs besoins. Mais après le renversement de la dictature de Duvalier, Haïti a commencé à libéraliser son économie. « Le FMI et la Banque mondiale ont décrété que nous devons appliquer des ajustements structurels », rappelle Camille Chalmers de la PADPA. « Ils nous ont dit que nous étions voisins du plus gros producteur agricole du monde et qu'il n'y avait donc aucune raison pour nous de produire notre propre nourriture, parce que nous pourrions l'acheter à bon marché. Au lieu de faire de l'agriculture, les paysans devaient aller en ville vendre leur travail dans les ateliers américains qui fabriquent des textiles ou du matériel électronique pour l'exportation. »

Les moyens de subsistance de milliers de paysans ont été détruits. Le document de la PADPA explique ce qui s'est passé : « Les politiques néolibérales ont frappé les communautés rurales au cœur de la résistance paysanne provoquant alors la massification de l'exode rural et la bidonvilisation accélérée. De telles pratiques économiques s'inscrivent dans l'orbite de la déstructuration de l'agriculture locale paysanne au profit des grandes transnationales opérant sur le marché alimentaire. Il s'ensuit un extrême appauvrissement des producteurs paysans éliminés du marché par la libéralisation du commerce extérieur et générant une dépendance extraordinaire et un chômage massif. »

Le secteur public fut presque réduit à néant par les réformes néolibérales et laissé sans ressources, humaines ou financières, pour lui permettre de préparer Haïti aux désastres naturels, tremblements de terres comme ouragans. Pour la PADPA, « il faut admettre que l'ampleur des dégâts [du tremblement de terre] est intrinsèque aux éléments liés à l'irresponsabilité d'un État monté contre le peuple. Ce n'est pas un secret, déjà en 2007 un rapport de la Purdue University avertit de l'imminence d'un tremblement de terre en Haïti, mais l'État n'a rien fait pour au moins vulgariser ce rapport et indiquer les mesures à prendre pour se protéger. »

Aujourd'hui, dans le sillage du séisme qui a causé tant de dégâts, le MARNDR a annoncé un programme de reconstruction agricole qui, pour la PADPA, profitera bien davantage aux multinationales qu'aux petits producteurs. Plus de la moitié des 687 millions de dollars a été allouée à des projets d'infrastructures : systèmes d'irrigation, routes rurales, réparation et renforcements des berges des rivières, etc. La deuxième part la plus importante du budget a été allouée à l'acquisition d'équipement comme des tracteurs et autres machines agricoles (113,5 millions de dollars US) ; puis viennent la reforestation (58 millions de dollars), l'élevage : bovins et chèvres, aviculture et apiculture (37 millions de dollars) et les structures anti-érosion (20 millions). Un budget considérable a aussi été réservé pour les engrais (18,4 millions), les pesticides (4,7 millions) et les semences/plantules (5 millions).

Comme la majorité des paysans haïtiens ne peut se permettre d'acheter un tracteur ou des intrants chimiques, même s'ils étaient subventionnés, le programme ne bénéficiera qu'à une petite minorité. De plus, étant donné qu'Haïti ne produit pas ses propres engrais, ses

pesticides ou ses machines agricoles, ce sont des sociétés étrangères qui remporteront les contrats de production de tous ces produits. Il ne fait aucun doute que ce sont les multinationales qui se verront aussi confier les contrats concernant les infrastructures. Loin de promouvoir l'autosuffisance nationale, le programme ne peut qu'accroître la dépendance du pays en matière d'intrants importés. La PADPA, comme l'indique son rapport, pense qu'avec le temps le programme sera revu et corrigé pour favoriser les intérêts étrangers de façon encore plus éclatante : « ce sera un programme remanié, dicté et commandité par l'international. Donc malgré la petitesse des ambitions du document, ce sera encore pire à l'heure des correctifs des Agences comme l'USAID et autres. »

Et la PADPA de remarquer avec une certaine amertume : « Les aides humanitaires obéissent aux lois du marché capitaliste qui fait passer les contrats dans des circuits où une grande quantité de l'argent misé dans l'humanitaire reste dans les pays donateurs. Dans l'humanitaire, le souci d'intérêt et de profit du capitalisme n'en finit pas. » Les autorités haïtiennes ne voient plus dans les paysans des acteurs légitimes qu'il convient de consulter : « Le MARNDR nie l'existence et la force que représente la classe paysanne. Ce choix néolibéral nie les savoir-faire populaires. Le MARNDR continue à donner place aux ONGs, aux entreprises de services comme de vrais acteurs à la place des producteurs dont [les] intérêts sont toujours autres que les commodités, les profits et les gros sous. »

Mervyn Claxton, expert en économie politique des Caraïbes, est également d'avis que les autorités haïtiennes sont en passe de rater leur chance de lancer une véritable économie paysanne qui pourrait aider le pays à se reconstruire vraiment : « Haïti dispose de toute une série de variétés riz, de maïs et de haricots traditionnelles. Ce sont les esclaves africains qui ont introduit le riz ici il y a plus de deux cents ans. Il en existe plusieurs variétés traditionnelles qu'on peut regrouper sous deux grands types : le riz de montagne et le riz des marais. Ces variétés traditionnelles, on le sait, ont une meilleure valeur nutritionnelle que le riz américain bon marché subventionné (le riz "de Miami") qui les a remplacées il y a vingt ou trente ans, suite à la libéralisation du commerce. Le riz traditionnel de Haïti est donc mieux adapté à la lutte contre la malnutrition, considérée par le gouvernement comme un problème majeur, que les VHR [variétés à haut rendement] importées...L'utilisation de VHR va très probablement augmenter le risque d'insécurité alimentaire au lieu de le réduire, parce que ces variétés ont absolument besoin d'eau régulièrement et en quantité suffisante, une condition qui ne pourra être remplie durant les périodes de sécheresse courantes en Haïti... Les VHR vont être source d'exclusion, plutôt que d'intégration, car le fait qu'elles aient absolument besoin d'eau a poussé le Ministère à exclure les zones non irriguées ou non irrigables de cette partie du Programme d'Urgence. Les propriétaires des fermes moins facilement cultivables, moins fertiles, ou exclues seraient inévitablement les paysans les plus pauvres du pays. »

Les mouvements paysans ont leur propre vision du modèle d'agriculture alternative qu'ils veulent bâtir. Dans le document de la PADPA, ils appellent à redéfinir les politiques afin de rompre clairement avec les pratiques du passé : [il faut une]«rupture au modèle de développement par rapport au néolibéral, rupture par rapport à l'exclusion, rupture par rapport à l'impérialisme et rupture par rapport à l'État centralisateur ». À la place, la reconstruction doit mobiliser quatre forces sociales importantes : les femmes, la paysannerie, les jeunes, les artistes et les artisans.

Doudou Pierre, comme Chavannes Jean-Baptiste, est membre du Mouvement National des Paysans du Congrès de Papaye (le MPNKP). Il décrit ce que pourrait être le modèle alternatif. Il s'agit pour lui de "relancer" l'agriculture en Haïti selon deux grands principes : Le premier

est la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire produire sur place la plus grande part de la nourriture dont ont besoin les Haïtiens : « Nous sommes capables de produire au moins 80 % de ce que nous mangeons. » Le second implique une réforme agraire intégrée. « Nous ne pouvons pas parler de souveraineté alimentaire si les gens n'ont pas de terre. Nous prévoyons de prendre des terres aux grands propriétaires fonciers pour les donner aux paysans, afin que ceux-ci puissent les exploiter. » Une fois qu'ils auront les terres, les paysans auront besoin du soutien des autorités : « L'État doit nous accorder des crédits, nous fournir un soutien technique et nous aider à stocker et à gérer l'eau. »

Après la mise en place de ces changements structurels, les propositions visant à expliquer comment étayer l'agriculture paysanne ne manquent pas. Le Centre de recherche en économie politique (CEPR) demande que les bailleurs de fonds internationaux acceptent d'acheter toute la récolte de riz d'Haïti des deux prochaines années. Forts de cette incitation, les paysans locaux pourraient produire presque autant de riz qu'ils en reçoivent en aide alimentaire et le rétablissement du secteur paysan en ruines pourrait se mettre en marche. Une autre organisation demande au gouvernement de faire en sorte que les écoles achètent toutes les denrées nécessaires aux cantines scolaires auprès des petits producteurs locaux.

Le gouvernement quant à lui n'a aucunement montré qu'il était prêt à accepter certaines des propositions mises en avant par les organisations paysannes ou les groupes de réflexion qui travaillent avec eux. Il n'est guère surprenant dans ces conditions que Chavannes Jean-Baptiste et ceux qui ont manifesté à ses côtés soient en colère.

Encadré n°1 : le cadeau empoisonné de Monsanto à Haïti

En mai, Monsanto a annoncé avoir livré 60 tonnes de semences hybrides à Haïti ; c'était la première partie d'un don de 400 tonnes de semences, principalement du maïs, mais aussi des légumes, qui seraient livrées au cours de l'année 2010. On estime que 10 000 paysans pourront en bénéficier et ce don correspond à une valeur - aux prix du marché - de 400 millions de dollars US. C'est la société United Parcel Service (UPS) américaine qui assurera le transport, tandis que le projet Winner, un programme agricole de 127 millions de dollars sur cinq ans, financé par l'Agence américaine pour le développement international (l'USAID), se chargera de la distribution.¹

Selon certains rapports, la décision de faire ce don de semences à Haïti a été prise au Forum économique mondial de Davos, en Suisse : « Le président [de Monsanto] Hugh Grant et son vice-président Jerry Steiner ont participé à cette rencontre et discuté avec les participants de ce qui pourrait être fait pour aider Haïti. »² Il est fort peu probable que des paysans haïtiens aient été inclus dans les discussions de Davos.

Monsanto a réagi avec indignation à l'accusation qui veut que sa donation ne soit qu'une ruse pour créer chez les paysans une dépendance, car les semences doivent être achetées chaque année et ne peuvent être conservées, comme c'est le cas avec les semences traditionnelles. G. Young, un des porte-paroles de Monsanto, répond à l'accusation sur le site Internet de la société :

« C'est ingénieux, certes, mais ce n'est pas exact. Notre don de semences hybrides à Haïti concerne les paysans, les populations et la nourriture. Les paysans d'Haïti ont besoin de semences de qualité, parce que de meilleures semences signifient de meilleures chances de récolter plus de nourriture sur une même surface. Les Haïtiens ont besoin de nourriture :

une nourriture de meilleure qualité, plus de nourriture et d'une meilleure valeur nutritionnelle. Nous avons appris au Malawi qu'un don de semences hybrides peut transformer une région qui recevait l'aide alimentaire en un pays exportateur de denrées alimentaires. On a donné aux paysans malachites une chance de montrer ce qu'ils étaient capables de faire avec des bonnes semences.³ Et ils l'ont fait. Les paysans haïtiens peuvent faire de même."

1 Jonathan M. Katz, "Connection between Haiti and Monsanto", Political Friendster, 14 May 2010: <http://tinyurl.com/2vmfran>

2. Ibid.

3. GRAIN a une interprétation bien différente de la "révolution verte" au Malawi. GRAIN reconnaît que cette "révolution" a considérablement propulsé les ventes de maïs hybride de Monsanto, mais pense que la politique actuelle du pays est insoutenable si la terre n'est pas redistribuée et si le pays continue à se limiter aux engrais chimiques et au maïs hybride. Voir GRAIN, *Seedling*, janvier 2010, La Révolution verte au Malawi : les dessous du "miracle", <http://www.grain.org/seedling/?id=674>

4. http://www.monsanto.com/monsanto_today/2010/seed_donation_to_haiti.asp

Encadré n° 2 : entretien avec Chavannes Jean-Baptiste

Chavannes Jean-Baptiste, leader du MPP, la plus importante et la plus ancienne des organisations paysannes haïtiennes, a accordé un entretien à GRAIN, peu de temps après la manifestation du 4 juin.

C'est un fait bien connu que l'agriculture haïtienne a été sévèrement endommagée au cours des dernières décennies. Est-il possible de mettre en place une alternative paysanne fondée sur la souveraineté alimentaire ? Haïti peut-elle produire toute la nourriture dont elle a besoin ?

La situation de l'agriculture en Haïti est extrêmement grave. Nous ne produisons que 40 % des besoins alimentaires de la population. Nous sommes dépendants des importations de nourriture des États-Unis et de la République dominicaine. Les sols haïtiens ont été détruits par l'érosion, parce que nous n'avons que 2 % de couvert végétal. Moins de la moitié des terres sont cultivables.

Malgré cette situation, le pays est capable de produire suffisamment pour nourrir sa population de 10 millions d'habitants, et d'exporter une partie de la production. Notre problème est un problème politique : Haïti n'a pas de plan pour développer l'agriculture.

La première étape est de décider quel genre d'agriculture nous voulons. Le gouvernement ne veut pas d'une agriculture paysanne. Son idée est de céder les terres du pays aux multinationales pour leur permettre de produire des agrocarburants et des fruits destinés à l'exportation, et d'envoyer la population travailler dans les industries d'exportation. L'agriculture ne constitue que 4 % du budget national. Et 85 % de cet argent sert à financer le ministère de l'Agriculture !

Ce dont nous avons besoin avant tout, c'est de mettre en place une réforme agraire. Et une politique de souveraineté alimentaire qui permette au pays de définir sa propre politique agricole. Il nous faut cultiver une nourriture saine qui respecte l'environnement et notre

Terre-Mère.

Nous avons 300 000 hectares qui pourraient être irrigués, mais seuls 25 000 bénéficient de l'irrigation. Il existe aujourd'hui des méthodes qui utilisent le goutte-à-goutte dans les montagnes, et qui peuvent desservir de nombreuses familles. Si une famille a un peu d'eau, elle peut appliquer les techniques agroécologiques de permaculture, et avec seulement 2 200 m² de terrain, produire suffisamment pour se nourrir elle-même et vendre une partie de ses récoltes, pour pouvoir envoyer les enfants à l'école, acheter des vêtements, etc. Une simple surface de 100 m² permet à une personne de gagner plus de 1 000 dollars en cultivant des papayes et des légumes.

Est-ce que la communauté paysanne soutient votre vision alternative ? Les paysans ne vont-ils pas se laisser séduire par le néolibéralisme, avec toutes ses promesses de richesse et de modernité ?

Il suffit de regarder la réponse que nous avons obtenue quand nous avons appelé à la manifestation du 4 juin. Bien que nous ayons manqué de temps pour organiser les choses, 10 000 personnes sont venues manifester. Je suis porte-parole du MPP et du Mouvement National de Paysans du Congrès de Papaye (le MPNKP). Quand je parle, je parle directement au nom de 200 000 paysans, hommes et femmes. Nous pouvons aisément mobiliser 100 000 personnes. Il nous faut juste un peu de temps et quelques ressources.

Cela fait des années que nous menons des programmes d'éducation populaire. Les paysans – hommes et femmes – sont bien conscients aujourd'hui que le projet néolibéral signifie la mort de la paysannerie. Les organisations sont très claires sur ce point. Bien sûr, il y aura toujours des gens pour croire aux fallacieuses promesses du néolibéralisme.

Pourquoi avez-vous décidé de brûler les semences de Monsanto ?

C'était évidemment un geste symbolique. Une manière de dire clairement « non » à Monsanto et au gouvernement. Monsanto essaie d'exploiter l'effort de reconstruction pour introduire ses semences hybrides. Nous avons obtenu du gouvernement qu'il interdise les semences GM suggérées au départ par Monsanto, mais même les hybrides, qui doivent être achetées à la société chaque année, mettent gravement en danger l'agriculture familiale, les paysans, la biodiversité, les semences *créoles* et ce qui reste de notre environnement.

Nous avons découvert que l'action directe est efficace. Il y a quelques années, nous avons brûlé un porc américain devant le ministère de l'Agriculture, pour protester contre la destruction de notre porc *créole* [natif]. En conséquence, les autorités nous considèrent comment une organisation violente, ce qui n'est pas vrai. Mais cela ne fait rien. Si le gouvernement décide de nous attaquer, cela ne fera que mobiliser davantage la population et renforcer notre mouvement. Nous avons réussi à récupérer nos porcs *créoles*. C'est ça l'important. C'est notre façon de nous battre.

La source originale de cet article est [Grain](#)

Copyright © [Grain](#), [Grain](#), 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca